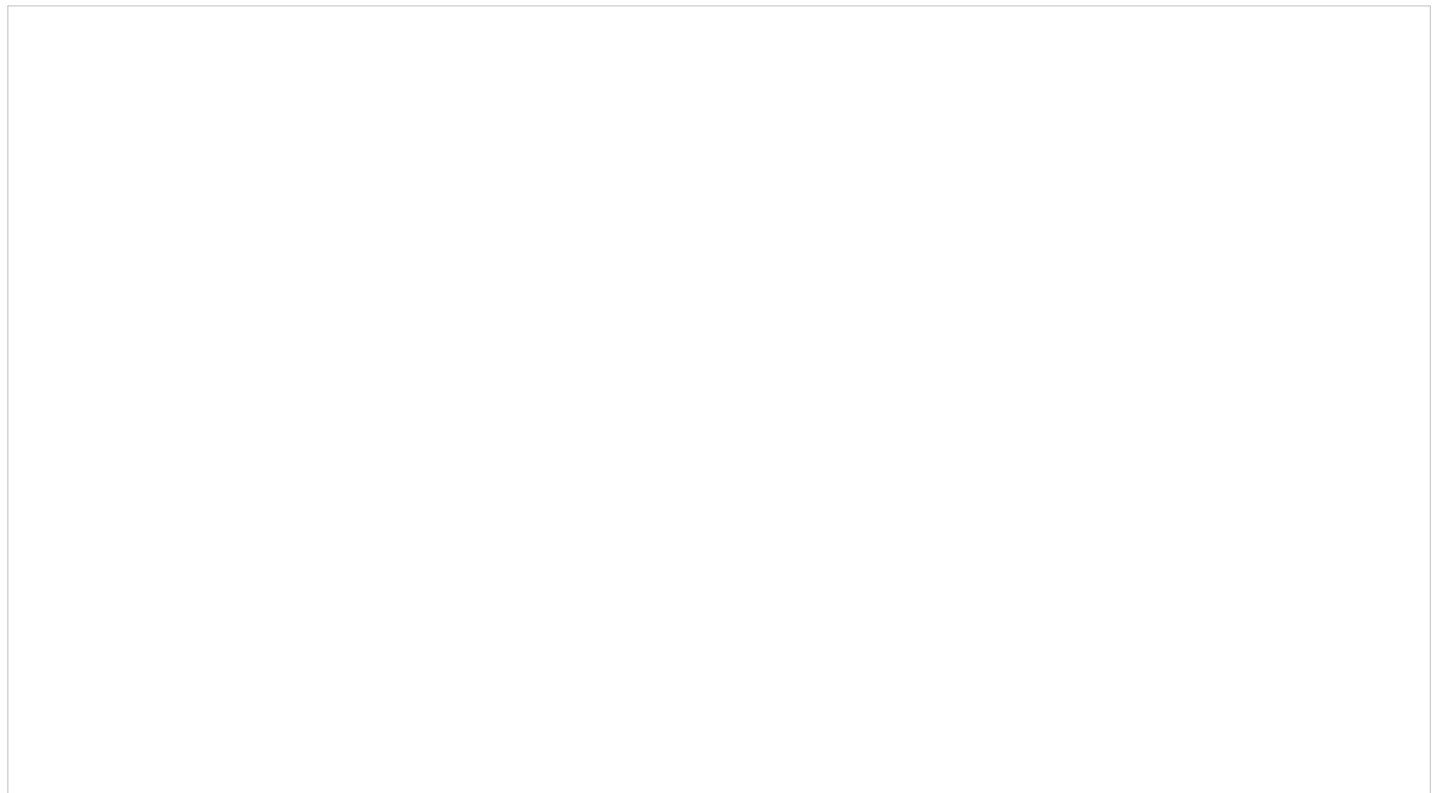


Affaire Bygmalion : Lavrilleux dédouane Copé et met hors de cause Sarkozy



C'est en tout cas ce qui ressort des extraits des auditions du député européen et ancien directeur adjoint de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012 publiés par Le Monde ce jeudi.

A chaque jour son rebondissement. Les révélations autour de l'affaire Bygmalion se succèdent en effet à un rythme effréné depuis le début de la semaine. Ainsi, après les informations sur [le rôle supposé joué par Nicolas Sarkozy](#) ou celles concernant [le comptable de la société de communication](#), ce jeudi, Le Monde publie de nouveaux extraits des auditions faites par l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI). [Le protagoniste est cette fois Jérôme Lavrilleux](#), l'homme par qui le scandale est arrivé, entendu le 17 juin dernier par les enquêteurs.

Ces documents montrent, selon le quotidien du soir, de quelle manière, selon le récit de celui qui était en 2012 le directeur adjoint de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, a été prise la décision de faire prendre en charge par l'UMP des dépenses de l'équipe de campagne, sous la forme de fausses factures. Ainsi, au cours de son interrogatoire, à la question de savoir qui validait les dépenses du parti durant la campagne, Jérôme Lavrilleux répond : "C'était Fabienne Liadzé (directrice des ressources au sein de l'UMP et responsable du pôle finances durant la campagne, ndlr) et Eric Cesari (directeur général des services de l'UMP, ndlr). L'ordre des dépenses était transmis avec ces deux visas à Dominique Dord (trésorier de l'UMP, ndlr), qui effectuait le règlement".

Puis, il avoue aux enquêteurs avoir pris connaissance du dépassement des factures "entre le 6 mai et le 6 juillet 2012". Et, toujours selon Le Monde, le député européen de détailler : "Fin mai 2012, je crois, Eric Cesari et Fabienne Liadzé sont venus me voir dans mon bureau à l'UMP, à l'issue d'une réunion qu'ils ont tenue avec Guillaume Lambert et Franck Attal, pour parler des comptes de la campagne. Ils m'ont indiqué alors qu'il était impossible de mettre toutes les dépenses dans les comptes de campagne et qu'il faudrait donc ventiler les surplus sur le compte de l'UMP. Je ne sais pas qui a pris cette décision. J'avais un ordre de grandeur de dépassement mais pas le détail". On le voit au cours de son audition : Jérôme Lavrilleux désigne clairement Eric Cesari, l'ex-directeur général de l'UMP, comme un des hommes clés de ce système des fausses factures.

Selon les extraits publiés par [Le Monde](#), lors de son audition, il va aussi quelque peu dédouaner Jean-François Copé puisqu'il indique ne jamais avoir avisé celui qui était à l'époque président de l'UMP de la rencontre entre les représentants de la société Event&Cie et les responsables du parti au sujet de cette "ventilation des factures". "Je ne l'ai pas fait après y avoir réfléchi, car cela aurait mis Jean-François Copé dans une alternative impossible, laquelle alternative aurait été, si je l'en avais informé, de l'obliger à être soit complice soit responsable d'un événement politique majeur. J'ai estimé que le travail d'un directeur de cabinet était de protéger son patron" déclare-t-il aux policiers. Pour rappel, Jean-François Copé a toujours nié avoir eu connaissance du système de fausses factures avant sa révélation dans la presse, en mai 2014. Comme le rappelle le quotidien du soir, il a accusé des "collaborateurs" d'avoir "abusé de [sa] confiance".

Et Nicolas Sarkozy dans tout ça ? Pour Jérôme Lavrilleux, l'ancien chef de l'Etat est totalement hors de cause. En effet, à la question de savoir si celui-ci, en tant que candidat, était informé du montage de fausses facturations, son ancien directeur adjoint de campagne certifie : "Je n'ai jamais évoqué ce sujet avec Nicolas Sarkozy. A mon avis, il est impossible qu'il en ait été informé". Il précise ensuite aux enquêteurs : "C'est justement pour éviter les conséquences politiques prévisibles que je n'en ai pas informé Jean-François Copé

et que je n'ai jamais abordé la question avec le président Nicolas Sarkozy".